

## ECONOMIE



## Economie bleue

## Les JPO sur les métiers de la mer du 16 au 18 avril

L'université de Lomé accueille du 16 au 18 avril les Journées portes ouvertes (JPO) sur les métiers de la mer au Togo. L'événement est initié par le ministère des Infrastructures et des Transports en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche...

PAGE 5

## CLIMAT DES AFFAIRES



## Energie

## La CEET sensibilise sa clientèle institutionnelle

Dans le souci permanent d'améliorer la qualité des services et produits octroyés à ses clients institutionnels, la Communauté d'énergie électrique du Togo (CEET), a organisé une rencontre d'échanges...

PAGE 11

## Dernière journée D2 football Togo

## Ifodjè monte en championnat d'élite, SNPT reléguée

Démarrée le 30 septembre 2018, la saison 2018-2019 du championnat national de football de deuxième division du Togo,...

PAGE 10

## Elections locales

## Le Togo veut partir sur des bases consensuelles

Le Togo s'apprête à organiser des élections locales au cours de l'année 2019. Pour une réussite du processus de décentralisation, il va falloir partir sur des bases consensuelles. Et c'est justement à cela que s'attèlent les autorités en charge du pilotage du projet.



PAGE 3



## Première étape du PND\_Tour

## Faure Gnassingbé à Tsévié pour la mise en œuvre de l'axe 2 dans le Zio

La phase stratégique pour une mise en œuvre effective du Plan national de développement (PND), a été lancée le jeudi 04 avril 2019, avec une tournée nationale. Dénommée « PND\_Tour », la tournée nationale sur le PND a officiellement débuté le vendredi 05 avril 2019, dans la préfecture de Zio à Tsévié (ville située à 35 km de Lomé). Organisée sous la présidence du chef de l'Etat Faure Gnassingbé, la première étape du PND\_Tour a enregistré la présence du président togolais et de son gouvernement, qui ont fait le déplacement du Stade docteur Kaolo de Tsévié,...

PAGE 3

## EDITO

### Inconséquence et incohérence

Le Mouvement Martin Luther King (MMLK), un mouvement de la société civile togolaise, voulait laisser éclater sa colère, à travers une marche, puis un sit-in, suite à l'échec récent des Eperviers du Togo, face aux Ecureuils du Bénin, dans le cadre des qualificatifs pour la prochaine Coupe d'Afrique des Nations (CAN) en Egypte. Le MMLK réclame la tête du coach des Eperviers, Claude Le Roy, comme le manifeste également bien de leaders et figures de l'opinion nationale ces derniers jours après cette disqualification du onze national. Le regroupement dirigé par le Pasteur Edoh Komi pourfend ainsi la poursuite du contrat du sélectionneur à la tête de l'équipe nationale.

La marche ayant été interdite pour raison « d'itinéraire », par le ministre de l'Intérieur ...

PAGE 3



## SOMMAIRE

Afrique / Justice  
La Cour africaine de médiation et d'arbitrage voit le jour ce 5 avril 2019



P 4

Toofan  
De Lomé aux Antilles, « Ou lé »



P 9

Dernière journée D2 football Togo  
Ifodjè monte en championnat d'élite, SNPT reléguée



P 10

Priorité, planification et performance  
Les orientations de Tony Blair pour la réussite du PND



P 11

## Première étape du PND\_Tour Faure Gnassingbé à Tsévié pour la mise en œuvre de l'axe 2 dans le Zio

La phase stratégique pour une mise en œuvre effective du Plan national de développement (PND), a été lancée le jeudi 04 avril 2019, avec une tournée nationale. Dénommée « PND\_Tour », la tournée nationale sur le PND a officiellement débuté le vendredi 05 avril 2019, dans la préfecture de Zio à Tsévié (ville située à 35 km de Lomé). Organisée sous la présidence du chef de l'Etat Faure Gnassingbé, la première étape du PND\_Tour a enregistré la présence du président togolais et de son gouvernement, qui ont fait le déplacement du Stade docteur Kaolo de Tsévié, lieu des activités. Lesquelles se sont focalisées sur l'exposition et la mise en valeur des produits locaux du Zio. Objectif ? Permettre au gouvernement de mettre en œuvre, dans cette localité, l'axe 2 du PND ; celui de développer des pôles de transformation agricole.



Faure Gnassingbé visitant les stands d'exposition à Tsévié

Chefs traditionnels de la préfecture de Zio, responsables préfectoraux et administratifs, habitants, nombreux ont-ils été à se mobiliser pour accueillir le Plan national de développement et écouter le message dont est porteur le gouvernement togolais, avec en tête le président Faure Gnassingbé, présent sur les lieux. Le chef de l'Etat et le gouvernement, par la voix du Premier ministre Sélom Klassou, a édifié les populations sur la volonté du gouvernement de faire prospérer les talents du

terroir. S'exprimant en ewé, langue locale parlée par cette localité, Sélom Klassou a non seulement exposé les domaines d'action pouvant profiter à la préfecture de Zio en général et à la ville de Tsévié en particulier, mais aussi insisté sur les efforts que les habitants doivent consentir pour faire prospérer les initiatives. « Le Plan national de développement entend donner l'importance à la chaîne de valeur agricole de Tsévié. Longtemps, le Zio produit pour une consommation locale. Le PND vient donc apporter

un appui technique et financier au secteur afin d'avoir de grands moyens d'exploitation, de transformation et de conservation afin d'en faire un commerce extérieur (...). Les intentions du chef de l'Etat, à travers le PND, sont de susciter en toute personne, peu importe son domaine d'action, la volonté de participer au développement du pays, avec les opportunités qu'offre le PND », a fait comprendre le Premier ministre.

**Exposition des produits locaux-bio et autres**

### activités la localité

Le choix du gouvernement togolais, de débiter la tournée nationale sur le PND à Tsévié, n'est pas anodin. La préfecture de Zio regorge de potentialités dans le domaine agricole. Ainsi le Plan national de développement, dont l'une des visions est de développer des pôles de transformation agricole, manufacturiers et d'industries extractives, est une aubaine pour la préfecture de Zio, faisant donc partie intégrante de ce plan ambitieux de développement du Togo. Ainsi lors du lancement il y a eu, sur le site du lancement, une vingtaine d'expositions de produits locaux et activités menées par les habitants: culture d'ananas bio ; produits consommables faits à base de soja, culture du maïs, haricots, blés, farine, tous de manière bio ; production des huiles de palme, de coco. L'Initiative des masses pour le développement du Togo (IMD), un réseau spécialisé dans la production agroalimentaire dans le Zio, a exposé des céréales produites sans engrais chimiques. « Nos produits sont bio et exempts d'engrais. Depuis la culture, en passant par l'emballage et aboutir à la conservation nous prenons soin les céréales de tout type d'engrais. (...) Nous pratiquons notre activité vers le fleuve Zio dans le village de Dékpo, canton de Bolou. (...) Notre vision s'inscrit dans une vision de consommation locale, afin de contribuer à l'autosuffisance

alimentaire (...). Nous avons foi au PND et nous espérons qu'il nous aidera pour perfectionner l'activité », a déclaré Kouassi Tchegnon, co-président de l'IMD Togo. Le penchant de cette localité pour un produit bio, a poussé l'Union préfectorale des coopératives de producteurs d'ananas biologique du Zio (UPCOOPAB), à œuvrer dans ce sens. D'après Kossi Dzopegno Adjogble, secrétaire adjoint de l'UPCOOPAB, « quand nous débutons la culture, c'est au bout d'un an ou 18 mois au plus, que le nous obtenons les ananas. Nous nous servons des herbes pour enrichir les ananas. (...) Cette activité est, pour le moment, financé par l'Union même et donc c'est une chance pour nous de voir le PND intégrer notre domaine dans ses plans d'action et nous espérons son appui ». Dans le domaine de l'élevage, le chef de l'Etat et son gouvernement ont également découvert, lors de la visite des stands les techniques d'élevage des mouches, des chenilles et de diverses races de poissons. Tsévié n'est que la première étape de cette tournée nationale sur le PND. Elle est prévue dans dix-neuf (19) différentes localités du pays. Le prochain cap est mis sur Kpalimé (120 km de Lomé), ces 08 et 09 avril 2019. Tout comme le PND s'est adapté aux réalités dans le Zio, il en sera de même dans les autres localités pour une meilleure application du plan stratégique.

**Attipoe Edem Kodjo**



Récépissé N° 0522/31/03/15/HAAC  
Edité par DIRECT MEDIA RCCM  
N° TG\_LOM 2015 B 1045  
BP : 30117 Lomé - Togo  
Tél : (+228) 22 25 02 23 /  
90 15 39 77 / 97 87 12 42  
Facebook: togomatin  
E-mail : atogomatin@gmail.com  
Site web: www.togomatin.tg  
Tw: @togomatin1  
Mson de la Presse: Casier N° 53  
Siège

Cacavéli: 04, Rue Satelit, 3e Mson avant Groupe Cafper

Directeur de publication :  
Motchosso Kodolakina

Secrétaire de rédaction :  
Rachidou Zakari

Responsable web:  
Carlos Amevor

Comité de rédaction:  
Françoise Dasilva  
Alexandre Wémima  
Edem Dadzie

Edodji Nadia

Attipoe Edem Kodjo

Responsable administrative:  
Gloria Léma Yagla

Service commercial:  
DIRECT AGENCE  
Tél:(+228) 70 00 47 73 / 97 73 00 00

Graphiste:  
Eros Dagoudi

Imprimerie: Direct Print

Distribution : Togo Express

Tirage : (2000 exemplaires)

## EDITO

... le MMLK a décidé de la transformer en un sit-in. Mais, le sit-in, selon les informations concordantes, a été finalement dispersé par les forces de l'ordre à coups à coups de gaz lacrymogènes. Problème ? Il a été reproché aux manifestants de vouloir transformer le sit-in en une « marche »... L'idée de cette manifestation, si l'on remonte aux propos souvent tenus par des

responsables du MMLK, il y a quelques mois avant ce match, qui sanctionnait la non-participation des Eperviers à la prochaine CAN, est une aberration. C'est une inconséquence et une incohérence. Car des responsables du MMLK qui sont bien présents dans les débats sur des médias, soutenaient clairement qu'ils ne souhaitaient pas voir les Eperviers participer à la prochaine CAN en évoquant l'affaire des 600 millions de francs CFA que les autorités sportives du Togo

peinent à élucider après la dernière participation des Eperviers à la CAN en Afrique du Sud. Ce qui est judicieux. Car beaucoup de Togolais sont attentistes d'avoir des éclairages sur les zones toujours sombres de cette affaire. Normal qu'un mouvement comme le MMLK œuvre pour que la lumière jaillisse dans cet épineux et fumant dossier. De deux choses, l'une. Soit le MMLK militait pour la non-qualification des Eperviers et on comprend. Maintenant, que les Eperviers ne sont

pas qualifiés, le bon sens voudrait que le MMLK se frottât les mains et dise bingo : nous avons raison de souhaiter l'échec des Eperviers dans le cadre de ces éliminatoires, en appelant à ce qu'il y ait une certaine restructuration en profondeur de la gouvernance sportive dans notre pays. Malheureusement, comme la preuve d'une incohérence, le MMLK s'enflamme suite à cet échec qu'il avait pourtant appelé de tous ses vœux et réclame le départ du coach.

La chose et son contraire ! Le MMLK a eu la mauvaise idée d'initier une telle manifestation, pour un tel motif et a récolté les premières conséquences de cette incohérence et de cette inconséquence. Dans un bon pays, c'est tout un discrédit qui planerait sur la tête de ce mouvement, qui en serait aujourd'hui à clamer des excuses pour un tel paradoxe qui se moque bien de l'intelligence des citoyens.

**Dieudonné Korolakina**

## C14 Maître Isabelle Améganvi avait-elle donc raison ?

**Elle ne croyait plus à une quelconque union de l'opposition au Togo. Maître Isabelle Améganvi reconnaît avoir exprimé son scepticisme il y a deux ans dans une émission sur la télévision New World TV. Pourtant suite aux événements du 19 août 2017, elle a accepté avec son parti de rentrer dans la Coalition des 14. Mais à l'arrivée, que de regrets. Isabelle Améganvi aurait-elle donc eu raison ?**

Dans une sortie médiatique effectuée après des mois de silence, la vice-présidente de l'Alliance nationale pour le changement (ANC) n'est pas passée par quatre chemins pour exprimer tous les mauvais souvenirs qu'elle garde de son passage à la Coalition. Comme Eric Dupuy avant, elle révèle que le parti aurait pu s'en aller depuis. Cela aurait même pu être dès leur entrée dans le regroupement, à cause des dysfonctionnements, injustices etc... constatés.

La situation était-elle donc aussi désastreuse ? À croire madame Améganvi, c'est le cas. Elle qualifie cette période de « 18 mois de frustrations et de douleurs ». Pour l'ancien député ANC de Kpélé, ils n'avaient pas d'autres choix que de supporter ce « supplice » à cause des militants. En effet, comme elle l'a expliqué, l'on constate une forte mobilisation lorsque les partis de l'opposition se mettent ensemble. Malheureusement, même ces quelques mois de



**Maître Isabelle Améganvi**

cohabitation « forcée » n'ont pas vraiment été capitalisés. Un échec total comme l'ont d'ailleurs reconnu les intéressés eux-mêmes. Était-ce donc nécessaire ? Une interrogation qui restera pour l'instant sans réponse. Le départ il y a quelques jours de la Coalition par

le parti de Jean-Pierre Fabre a permis de pousser un ouf de soulagement à écouter Isabelle Améganvi qui avait déjà suspendu sa participation aux travaux de la C14 depuis. « Nous ne sommes pas partis avec regret », a-t-elle affirmé sans détours. Mais cet épisode

semble donner raison à maître Améganvi qui ne croyait plus à une union. Cette dernière n'a pas du tout été tendre avec ses compatriotes, dont certains, selon elle, participent à tirer la lutte de l'opposition vers le bas. « Les maux togolais ont la vie dure », d'après Isabelle Améganvi. Pendant longtemps, des observateurs ont relevé le fait que les acteurs politiques notamment ceux de l'opposition ont surfé sur une certaine ignorance ou plutôt un manque d'éducation de leurs militants. Aujourd'hui, l'on a l'impression à travers les propos de maître Améganvi, que cela se retourne contre les intéressés eux-mêmes. Elle pense d'ailleurs qu'il faudra travailler à un changement des mentalités. En d'autres termes, c'est maintenant que commence le vrai boulot.

**E. Dadzie**

## Elections locales

### Le Togo veut partir sur des bases consensuelles

**Le Togo s'apprête à organiser des élections locales au cours de l'année 2019. Pour une réussite du processus de décentralisation, il va falloir partir sur des bases consensuelles. Et c'est justement à cela que s'attèlent les autorités en charge du pilotage du projet.**

Le ministre de l'Administration territoriale, de la Décentralisation et des Collectivités locales, Payadowa Boukpepsi, s'est prononcé sur la question en fin de semaine dernière et a donné les orientations sur la suite que va connaître le processus de décentralisation entamé depuis un bon moment dans notre pays. Le ministre Boukpepsi rassure l'opinion sur une chose : les élections locales auront lieu avant la fin de l'année.

Mais avant d'y arriver, des préalables incontournables sont nécessaires. Un des acteurs majeurs et non négligeables de la scène

politique togolaise, soucieux de la réussite du processus de décentralisation dans notre pays, donne d'ailleurs quelques orientations. Il s'agit du président du Mouvement patriotique pour la démocratie et le développement Agbéyomé Kodjo.

Dans une sortie effectuée vendredi dernier l'ancien Premier ministre pense que « le problème de décentralisation au Togo est au cœur de la démocratie participative et du développement local. A ce titre, tous les efforts doivent être conjugués pour un processus irréprochable et sans esprit partisan ».

Monsieur Boukpepsi est

naturellement conscient de cet impératif et réaffirme la ferme volonté du gouvernement à aller dans ce sens. Depuis le début du processus, il faut faire remarquer que tous les acteurs tant de la scène politique que de la société civile ont été associés notamment au sein du comité qui est chargé du suivi de la mise en œuvre de la décentralisation. Une feuille de route a d'ailleurs entre-temps été élaborée pour une mise en œuvre réussie. Le renouvellement de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) il y a quelques jours est un signe que les choses vont aller vite.

Malgré tout, les plus hautes autorités de l'Etat restent à l'écoute des acteurs politiques. « J'ai reçu des partis politiques récemment qui m'ont fait part

de certaines préoccupations liées à une nouvelle révision du fichier électoral. Après avoir rendu compte à mes supérieurs et suite à une demande formulée par la Coalition de l'opposition lors de son audience auprès du chef de l'Etat le 20 mars dernier, nous avons été formellement instruits de saisir la Ceni afin qu'elle envisage une révision des listes électorales avant les locales. Ce sera probablement pour une période de trois jours comme cela avait été le cas en 2018. Vu que les listes sont récentes, nous supposons qu'il y aura très peu de nouveaux inscrits », a déclaré le ministre en charge de la décentralisation.

Les mesures sont donc en train d'être prises pour que le processus devant aboutir au choix des élus locaux soit



**Payadowa Boukpepsi**

inclusif. Cela permettra aux communautés de prendre en main leur développement. Les autorités togolaises savent qu'une réussite de ce processus sera salubre pour les populations à la base et permettra aux différentes localités de s'épanouir. « Lorsqu'on transfère les compétences à des élus locaux, c'est dans l'espoir que l'exercice de cette responsabilité soit plus efficace. Ces personnes sont plus proches des populations et connaissent mieux leurs besoins. Ils seront donc plus aptes à y répondre », a précisé Payadowa Boukpepsi.

**Edem Dadzie**

**Côte d'Ivoire****Bédié exclu des hauts responsables du PDCI, proches du RHDP**

**Ils sont 6. De la présidence de la République ivoirienne au gouvernement, en passant par certaines institutions de la République, la purge de l'ancien chef d'Etat Henri Konan Bédié continue. Tout ceci, dans l'optique de repositionner le parti pour les prochaines échéances de 2020.**

Les cadres du PDCI qui sont restés au gouvernement ou qui soutiennent le président Ouattara, ont créé, une branche au sein du PDCI, baptisée PDCI-Renaissance. Ils ont été temporairement exclus pour « indiscipline, insubordination et comportement portant atteinte aux intérêts du parti », selon Jean Chrysostome Blessy.

« Il n'est pas normal que le PDCI tourne le dos à sa famille politique naturelle pour faire alliance avec d'autres », dénonçait Théophile Ahoua N'Doli en

décembre 2018 à la création du PDCI-Renaissance.

Daniel Kablan Duncan, vice-président de la République, Patrick Achi, secrétaire général de la présidence, Théophile Ahoua N'doli, inspecteur général d'Etat, ainsi que les ministres Eugène Aka Aouélé, Raymonde Goudou Coffie et Claude Isaac Dé font donc les frais d'une empathie trop grande à l'endroit du nouveau regroupement politique créé par Ouattara, nouvel « ennemi politique » de Bédié. Une décision du conseil de discipline du parti qui les a convoqués vendredi 5 avril

2019 pour leur notifier sa décision, mais devant lequel ils ne se sont pas présentés. Il s'agit d'une exclusion temporaire puisque seul un congrès peut prendre une décision définitive à ce sujet. Mais une exclusion tout de même, et qui fait suite à de premières mesures disciplinaires concernant certains d'entre eux, comme Daniel Kablan Duncan ou Patrick Achi, renvoyés début janvier du bureau des vice-présidents du PDCI.

Membre du PDCI de l'ex-président Henri Konan Bédié, Daniel Kablan Duncan



**Bédié et des membres du PDCI**

est surtout perçu comme un proche du président ivoirien Alassane Ouattara. Ce dernier l'a nommé vice-président à la création de ce poste, en 2017, et il avait auparavant été son Premier ministre de 2012 à 2017. Patrick Achi, ancien ministre désormais secrétaire

général de la présidence, est aussi réputé être proche du président.

Le 11 avril, un autre groupe de militants sera convoqué pour comparaître devant le conseil de discipline pour les mêmes motifs.

**T.M.**

**CPI****Les USA révoquent le visa de Fatou Bensouda**

**Après avoir fait face à de nombreuses critiques dans la foulée des acquittements de l'ex-président ivoirien Laurent Gbagbo et du Congolais Jean-Pierre Bemba, la Cour pénale internationale est désormais la cible de l'administration Trump. La Procureure voit son visa d'entrée aux Etats-Unis tout simplement révoqué ce 5 avril 2019, plongeant le monde dans des interrogations sur le fondement d'une telle décision.**

« Nous pouvons confirmer que les autorités américaines ont révoqué le visa d'entrée aux États-Unis de la procureure », a assuré le bureau de Fatou Bensouda, dans un communiqué publié vendredi 5 avril. Cette dernière continuera néanmoins à « accomplir ses devoirs sans peur ni favoritisme », assure le communiqué, soulignant

que la procureure avait un « mandat indépendant et impartial ».

Les relations entre Washington et la CPI ont toujours été tumultueuses, mais la défiance est encore montée d'un cran depuis l'arrivée au pouvoir de Donald Trump. Son conseiller John Bolton l'avait ainsi qualifiée d'institution « dangereuse » et « illégitime ». Les

États-Unis ont tout fait, notamment via des accords bilatéraux avec de nombreux pays, pour éviter que des Américains ne soient visés par ses enquêtes.

Fatou Bensouda avait annoncé en 2017 qu'elle allait demander aux juges l'autorisation d'ouvrir une enquête sur des crimes de guerre présumés commis dans le cadre du conflit afghan, notamment par l'armée américaine.

Le mois dernier, les États-Unis ont annoncé des restrictions de visa pour tenter d'empêcher toute enquête de l'institution contre des militaires américains. Dans la foulée, le président de la CPI, Chile Eboe-Osuji, avait appelé le 1er avril les États-Unis à soutenir la Cour et à adhérer



**Fatou Bensouda**

à son traité fondateur, le Statut de Rome.

La CPI, dont Washington n'est pas membre, est une juridiction internationale chargée de juger les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité. Elle siège à La Haye et est régie par le Statut de Rome, un traité

entré en vigueur le 1er juillet 2002 et ratifié, depuis, par 123 pays. Son procureur peut déclencher ses propres enquêtes sans permission des juges à la condition qu'elles impliquent au moins un pays membre, c'est le cas de l'Afghanistan.

**T.M.**

**Nigéria / Cour suprême/ Lutte contre la corruption Walter Samuel Nkanu Onnoghen quitte ses fonctions de président**

**Accusé de corruption, le président de la Cour suprême du Nigéria, Walter Samuel Nkanu Onnoghen, a démissionné de ses fonctions le 4 avril. Le président Muhammadu Buhari avait ordonné sa suspension en février dernier.**

Accusé de corruption et de n'avoir pas déclaré de nombreux comptes bancaires en devises étrangères, Onnoghen avait été mis en cause par le Tribunal du code de conduite. Le plus haut magistrat du pays avait également été suspendu par le président Muhammadu Buhari en février dernier. Devant la justice nigérienne, Onnoghen avait plaidé non coupable.

Sa démission intervient au lendemain d'un avis rendu par le conseil national de la magistrature recommandant de le démettre de ses fonctions.

Onnoghen avait déposé un recours devant la cour d'appel d'Abuja pour tenter d'annuler son procès par le Tribunal du code de conduite, mais sa demande avait été rejetée à l'unanimité. La prochaine audience est prévue le 25 avril.

Le président Muhammadu Buhari, qui avait pris la décision de le suspendre de son poste de plus haut magistrat du pays moins d'un mois avant l'élection présidentielle de février, a été accusé par ses détracteurs de vouloir éliminer toute éventuelle opposition au sein du système judiciaire. La Cour suprême étant l'organe chargé de statuer en dernier ressort en cas de litige électoral.



**Walter Samuel Nkanu, ancien président de la Cour Suprême**

Les détracteurs du chef de l'État voient dans ces accusations et cette suspension une chasse aux sorcières menée contre les opposants du parti au pouvoir.

Buhari, réélu pour un second

terme, a pour sa part accusé la Cour suprême d'avoir mis fin à plusieurs procédures judiciaires visant de hautes personnalités nigérianes dans des affaires de corruption et de détournement de fonds.

**Jeune Afrique**

## Economie bleue

# Les JPO sur les métiers de la mer du 16 au 18 avril

L'université de Lomé accueille du 16 au 18 avril les Journées portes ouvertes (JPO) sur les métiers de la mer au Togo. L'événement est initié par le ministère des Infrastructures et des Transports en collaboration avec le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche. Des professionnels des transports maritimes du Togo et d'autres pays sont attendus à cette rencontre pour des partages d'expériences et des orientations.

Les Journées portes ouvertes sur les métiers de la mer au Togo s'inscrivent dans le Plan national de développement (PND). En effet, le premier axe de ce Plan prévoit la mise en place d'un hub logistique d'excellence et le développement d'un centre d'affaires de premier ordre dans la sous-région. La transformation profonde du Port autonome de Lomé, seul port en eau profonde de la côte ouest africaine pouvant accueillir des navires de 3ème génération, fait partie des projets prévus pour réaliser cet axe du PND. Ainsi, les JPO ont pour objectif d'accompagner la mise en œuvre du PND à travers son premier axe tout en préparant les jeunes à s'intéresser aux métiers de la mer. La rencontre vise aussi

à accompagner les visiteurs désireux de s'orienter dans les métiers de la mer.

### Renseigner les jeunes sur les métiers porteurs

Malgré les nombreuses opportunités qu'offre le secteur, les métiers de la mer sont toujours méconnus des jeunes. C'est le défi que veulent relever les initiateurs des Journées portes ouvertes sur les métiers de la mer : renseigner les jeunes sur les métiers porteurs et leur permettre de s'intéresser à ce secteur. De façon spécifique, les participants seront informés sur les métiers de la mer. La rencontre vise aussi à promouvoir les activités de l'Institut des métiers de la mer (I2M).

A travers les JPO sur les métiers de la mer, les



Le Port autonome de Lomé

organisateur veulent susciter davantage de synergie entre les administrations maritimes et portuaires. Ces journées permettront aussi de rapprocher le secteur de la formation professionnelle au secteur de l'entrepreneuriat maritime. Les participants seront donc informés et éduqués sur les liens entre la survie des activités maritimes et les Objectifs du développement durable (ODD).

La rencontre va réunir des étudiants, des parents, des professionnels du secteur des transports maritimes etc.

Plusieurs activités sont

au programme des Journées portes ouvertes sur les métiers de la mer. Conférence-débat, panel de discussions, expositions, visite de stand, du littoral et des installations portuaires, partage d'expériences : tout est prévu pour permettre aux participants de toucher du doigt les métiers de la mer et leur permettre de découvrir les opportunités dont dispose ce secteur.

« Les métiers de la mer et les opportunités de formation au Togo et dans la sous-région », « les missions des affaires maritimes dans l'application du code ISPS dans les installations portuaires du Togo », « les pratiques

de pêche maritimes et les opportunités d'emplois », « la contribution des riverains de la côte au développement du tourisme balnéaire », « la recherche scientifique dans le domaine maritime », tous ces thèmes seront débattus à ces Journées portes ouvertes.

### Plusieurs débouchés

La mer offre plusieurs emplois. Divers secteurs d'activités découlent de la mer. Parmi eux, on peut citer la pêche, l'aquaculture, la navigation, l'économie maritime, la marine nationale, l'océanographie, la protection du littoral, la transformation des produits de la mer, l'ingénierie marine. Ces secteurs offrent plusieurs emplois aux populations. Ils méritent donc d'être bien connus.

90% des échanges commerciaux passent par voie maritime et 95% des communications mondiales s'opèrent par les réseaux sous-marins. Selon les organisateurs des JPO, « le secteur maritime est un vivier de métier d'avenir pour le Togo ».

Félix Tagba

## Rapport économique sur l'Afrique 2019

# Les pays africains peuvent accroître les recettes publiques de 12 à 20% du PIB

L'édition 2019 du rapport économique sur l'Afrique de la Commission économique pour l'Afrique des Nations unies a pour thème : « La politique budgétaire au service du financement du développement durable ». Des recommandations sont faites pour permettre aux pays d'accroître leurs recettes publiques.

L'Afrique a enregistré certes de bons résultats économiques, mais le développement social du continent est moins rapide indique le rapport économique sur l'Afrique. La croissance économique du continent est passée de 3,4% en 2017 à 3,2% en 2018.

Selon la Commission économique pour l'Afrique, les pays africains peuvent accroître les recettes publiques de 12 à 20% du PIB. Pour y arriver, une série de recommandations ont été faites. Les pays doivent adopter un cadre d'actions visant à renforcer la mobilisation des recettes dans six domaines clés.

En matière de politique budgétaire, le rapport recommande aux pays d'aligner leur politique

budgétaire sur le cycle économique, en améliorant la mobilisation des recettes et en réduisant les dépenses. Ils doivent aussi réduire les impôts en augmentant les dépenses lorsque l'activité économique ralentit.

En ce qui concerne la politique fiscale, « les gouvernements africains doivent élargir l'assiette fiscale en soumettant à l'impôt des secteurs difficiles à taxer », indique le rapport.

En matière de recettes non fiscales, le rapport économique sur l'Afrique recommande aux Etats d'améliorer le recouvrement des recettes non fiscales en mettant en place des institutions solides dotées d'un haut niveau d'expertise. Les pays africains doivent aussi

construire de nouvelles infrastructures.

Quant à l'administration fiscale, le rapport recommande la numérisation des systèmes d'administration fiscale et la mise en place d'autres technologies de l'information.

Pour le secteur des ressources naturelles, « les pays africains devraient renforcer leur surveillance du secteur des ressources naturelles » et envisager une approche plus équitable et moins difficile sur le plan administratif.

Pour la politique de la dette, le rapport recommande aux Etats d'améliorer la mobilisation des recettes pour rationaliser le service de la dette et réduire les emprunts à long terme.

F.T.

## Marché financier régional

# Le Togo mobilise au-delà des attentes

L'émission d'Obligations assimilables du trésor du Togo sur le marché financier régional a connu un grand succès. Le pays devait mobiliser 20 milliards FCFA vendredi 5 avril. Contre toute attente, l'opération lui a permis de mobiliser quasiment le quadruple de cette somme, soit plus de 77 milliards de FCFA.

Le Togo fait une belle entrée sur le marché financier régional pour le compte de ce deuxième trimestre. Le pays a réussi à mobiliser plus de 77 milliards FCFA en fin de semaine dernière. Une performance qui vient conforter les résultats du premier trimestre. Il s'agit d'une émission d'Obligations assimilables du trésor de maturité initiale 3 ans. Le montant global des soumissions de cette opération s'élève à 77 239 millions FCFA. Le Togo a donc enregistré une sursouscription et un taux de couverture de 386%. Sur cette somme, le trésor public retient 22 milliards FCFA. L'objectif de l'opération est de mobiliser l'épargne des personnes physiques et morales en vue d'assurer la couverture des besoins de financement du budget de l'Etat du Togo.

Cette nouvelle performance sur le marché financier régional montre l'intérêt des investisseurs étrangers pour l'économie togolaise et de leur confiance aux autorités togolaises. De quoi permettre au pays d'atteindre ses objectifs.

L'organisation matérielle de cette émission est assurée par l'agence Umoa-Titres en coordination avec la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'ouest (BCEAO).

Précisons que la valeur nominale unitaire de cette opération est fixée à 10 000 FCFA pour les Obligations avec un taux d'intérêt de 6,25%. L'échéance est fixée au 11 mars 2022. Le remboursement du capital interviendra le premier jour ouvré suivant la date d'échéance (remboursement in fine) pour tous les titres.

Félix Tagba

## Forum national du paysan togolais

# Une passerelle pour la professionnalisation de l'agriculture togolaise

**La 11<sup>ème</sup> édition du Forum national du paysan togolais, se tiendra du 11 au 13 avril 2019, à Kara (420 km au nord de Lomé). En prélude à cet événement, le ministre de l'Agriculture, de la Production halieutique et animale, Noël Koutera Bataka, a échangé vendredi 29 mars 2019 à Lomé, avec les professionnels des médias. Considérant le fait que le secteur agricole contribue à 40% du PIB du pays, le gouvernement entend à travers cette initiative, valoriser l'agriculture togolaise à l'échelle internationale et donner une place de choix à ce secteur dans l'économie du pays. Placé sous le thème: « Les pôles de transformation agricole pour valoriser les potentialités du Togo: une nouvelle vision traduite par le Plan national de développement (PND 2018-2022) », ce forum compte offrir un cadre d'échanges entre les autorités et les acteurs agricoles du pays. C'est une rencontre qui a également pour objectif de réfléchir et échanger sur les actions à mener pour passer à court ou moyen terme d'une agriculture familiale à une agriculture professionnelle. Togo Matin vous invite dans ce dossier à découvrir les différentes composantes d'une agriculture. Lesquelles permettront de mieux appréhender l'importance d'un tel forum.**



Un paysan usant de la méthode traditionnelle

La principale innovation du forum de cette année est une mini foire, qui se tiendra du 06 au 13 avril 2019, dans l'optique de valoriser les produits agricoles locaux, encourager le "made in Togo" et sensibiliser sur la consommation des produits du terroir. Autre aspect important, tous les acteurs de la chaîne de valeur (producteurs, transformateurs, banquiers etc.), ont la possibilité d'exprimer leurs attentes en matière de partenariat.

"Cette année, la thématique rime étroitement avec l'axe 2 du PND, ce qui est intéressant et démontre que le Togo veut réellement faire de l'agriculture un pôle de développement",

se félicite docteur Dieudonné Kabkia, enseignant-chercheur à Dakar (Sénégal). Il suggère "de décorer les meilleurs producteurs cette année en vue de les encourager à faire mieux et surtout susciter l'envie auprès d'autres producteurs (...). Que la réflexion tourne autour de la consommation locale de nos produits. C'est bien de produire mais c'est encore bien quand on produit et qu'à côté on consomme nous-mêmes", a-t-il insisté. L'agroéconomiste Kodjovi Lagno fait d'abord un lien entre le premier forum national des paysans tenu en 2009, qui avait réuni les acteurs (environ 800) autour du thème: "les paysans au centre de la relance agricole et économique"

et aujourd'hui 10 ans après, c'est la 11<sup>ème</sup> édition centrée sur "les pôles de transformation agricole pour valoriser les potentialités du Togo: une nouvelle vision traduite par le Plan national de développement (2018-2022)". "En analysant ces deux thèmes, il apparaît clairement qu'un exploit exponentiel a été fait de part et d'autre pour rendre notre agriculture plus professionnelle. Quitter l'agriculture de production à l'agriculture de transformation est le nouveau défi. Ceci permet de garantir un marché aux producteurs et par conséquent améliore leur revenu", a-t-il noté. Pour lui, ce qui reste à faire, c'est de sensibiliser les paysans à avoir les meilleures informations et ne plus confondre les dons aux prêts. En fin de campagne, le paysan est censé rembourser le prêt contracté, ce que la plupart des paysans

n'arrivent pas à faire. Or c'est en remboursant le prêt qu'on contribue à la pérennisation de ces différents services financiers. « D'autres projets/mécanismes sont tellement structurés à telle enseigne qu'il ne devrait pas avoir de problème de remboursement. Prenons à titre d'exemple, sur le Paiej-SP, il y a un agrégateur. Ce qui sous-entend que le marché est déjà assuré. Pourquoi certains paysans refusent de rembourser les prêts dans un système où le marché est garanti? Parfois même ils sont très à l'aise en demandant à l'agent de crédit si l'argent qu'ils ont pris est à lui. Je crois que ces comportements sont à prohiber pour la pérennisation des projets/mécanismes de financement destinés au monde rural », a-t-il préconisé.

Source: agridigitale

## Les méthodes et techniques agricoles pouvant servir au Togo



Méthode semi-moderne agricole

L'agriculture biologique est une méthode de production agricole qui exclut le recours à la plupart des produits chimiques de synthèse, utilisés notamment par l'agriculture industrielle et intensive depuis le début du 20<sup>e</sup> siècle. Elle est un système de production qui

maintient la santé des sols, des écosystèmes et des personnes. Elle s'appuie sur des processus écologiques, sur la biodiversité et sur des cycles adaptés aux conditions locales, plutôt que sur l'utilisation d'intrants ayant des effets néfastes. L'agriculture biologique allie la tradition,

l'innovation et la science au bénéfice de l'environnement commun. La production biologique est aussi un système global de gestion agricole et de production alimentaire qui allie les meilleures pratiques environnementales, un haut degré de biodiversité, la préservation des ressources naturelles, l'application de normes élevées en matière de bien-être animal et une méthode de production respectant la préférence de certains consommateurs à l'égard des produits obtenus grâce à des substances et des procédés naturels.

itinérante, encore courante en Afrique et en Amérique du sud. Une forme moderne, très mécanisée, propre aux pays industrialisés « neufs » qui disposent d'immenses étendues, notamment en Amérique du Nord ou en Asie centrale (Kazakhstan), mais ont souvent une main d'œuvre limitée. Dans ce cas le caractère extensif ne se rapporte qu'au sol, la productivité de la main-d'œuvre étant au contraire très élevée. Une agriculture visant la protection voire la restauration de la biodiversité (avec ou sans mesures agroenvironnementales), et



**Noël Koutera Bataka, ministre togolais de l'Agriculture**

L'agriculture extensive est un système de production agricole qui ne maximise pas la productivité à court terme du sol en ne faisant pas appel à des intrants chimiques, à l'arrosage ou au drainage, mais plutôt aux ressources naturellement présentes sur place. Pratiquée généralement sur de vastes étendues, elle se caractérise par des rendements à l'hectare relativement faibles et par un plus grand nombre d'emplois par quantité produite, mais avec des revenus parfois très bas, dans les pays pauvres. C'est une agriculture qui permet souvent une certification « Agriculture biologique » quand elle est accompagnée de la non-utilisation d'intrants chimiques mais tous les agriculteurs ne la revendiquent pas. On distingue généralement plusieurs formes d'agriculture extensive: une forme traditionnelle rencontrée dans les pays du tiers monde, qui utilise des moyens techniques limités et une main-d'œuvre aide relativement nombreuse, du fait de ce faible niveau de mécanisation. Son type extrême est l'agriculture

cherchant notamment pour cela à limiter l'eutrophisation du sol et de l'eau.

L'agriculture vivrière est une agriculture essentiellement tournée vers l'autoconsommation et l'économie de subsistance. La production n'est destinée ni à l'industrie agroalimentaire ni à l'exportation. Elle est en grande partie auto-consommée par les paysans et la population locale. Cette forme d'agriculture demeure d'une importance capitale dans le « tiers monde » ou les « pays du sud ». Elle représente environ 20 % de la production alimentaire mondiale. Par l'importance qu'elle accorde aux semences paysannes, on estime à environ 1,4 milliard d'agriculteurs, ceux utilisant des procédés traditionnels de sélection, elle favorise fortement la biodiversité. Visant à l'autosuffisance alimentaire des populations, c'est le plus souvent de l'agriculture dite polyculture-élevage. Les espèces les plus cultivées sont le blé, le maïs, le maïs, etc.



**Produits issus de l'agriculture**

On parle d'agriculture vivrière d'autoconsommation lorsque la production est principalement consommée par le paysan qui la met en œuvre et d'agriculture vivrière commerciale lorsque la production est principalement vendue sur les marchés locaux, mais il est toutefois difficile de définir telle ou telle pratique d'agriculture vivrière. L'agriculture vivrière et extensive s'intègre largement dans le cadre d'une économie de subsistance, contrastant avec l'agriculture industrielle et intensive, qui livre sa production comme matière première à l'agro-industrie et à l'agro-alimentaire, et aussi à l'agriculture commerciale, qui est insérée dans un système de commercialisation à l'échelle nationale et internationale, et suppose une logistique adaptée (transport, silos de stockage, etc.).

L'agro-industrie est l'ensemble des industries ayant un lien direct avec l'agriculture. Cela comprend donc l'ensemble des systèmes de productions agricoles et s'étend à toutes les entreprises qui fournissent des biens à l'agriculture (engrais, pesticides, machines) ainsi qu'à celles qui transforment les produits agricoles et les conditionnent en produits commercialisables. En ce sens,

le secteur agro-industriel ne se limite pas aux seuls produits alimentaires, domaine exclusif au secteur agroalimentaire, mais englobe aussi tous les secteurs parallèles de valorisation des agroressources : papiers, bioénergies, biomatériaux, cuirs, textiles, huiles essentielles, cosmétiques, tabac, etc.

L'agriculture de conservation est un ensemble de techniques culturales destinées à maintenir et améliorer le potentiel agronomique des sols, tout en conservant une production régulière et performante sur les plans technique et économique. Cet ensemble de techniques permet une meilleure rentabilité économique à long terme en réduisant le besoin en intrants (engrais, produit phytosanitaire, carburant) sans les interdire. Ces techniques reposent sur trois piliers: la réduction voire la suppression du travail du sol, les rotations culturales et l'utilisation de couvert améliorant, les semis se faisant si possible directement à travers le couvert. Ce système s'inspire des systèmes forestiers: les racines maintiennent les sols en place, le taux de matières organiques est très élevé et le sol n'est jamais découvert.

**Réalisé par Attipoe Edem Kodjo**

**ACHETEZ & LISEZ désormais**

**tm**  
togomatin

sur **MON KIOSK.com** ou sur le portail **Lome.com**

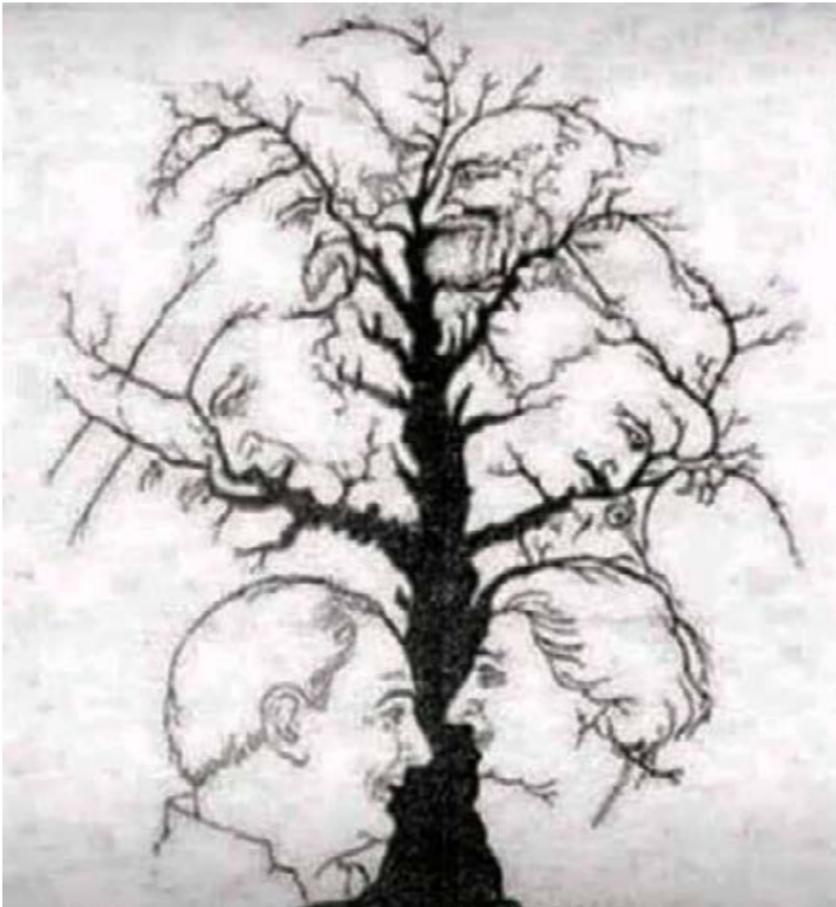
**www.monkiosk.com** **www.alome.com**

**Traduction**

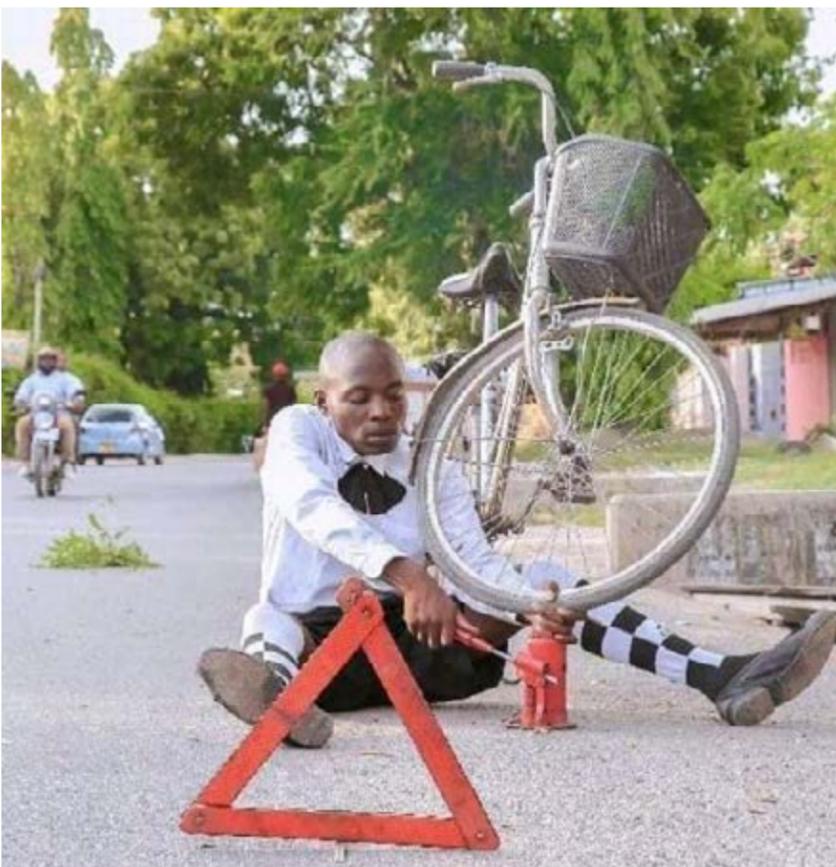
Avez-vous un texte, un document, un diplôme à traduire?  
**Plus de soucis, contactez:**  
**Africa Translate Consulting.**  
 Tél: (+228) 90 30 26 94 / (+228) 22 44 89 43  
 E-mail: dhoglonou@africatranslate.com

**Enigme du jour**

**Moi je vois deux visages sur l'image ci-dessous! Et vous?**

**Conseil du jour**

Un homme n'ayant que 200f, décide d'aller manger au dos tourné. Arrivé là-bas, il prend du riz pour 100f, du poisson pour 100f et s'assoit pour manger. Son voisin de table, habillé en veste prend pitié de lui et lui dit: mon frère, tu manges mal hein. Prends ce que tu veux, je vais payer pour toi. Heureux, il prend un plat de 5000f qu'il mange avec appétit. Le même voisin content lui dit de prendre 2 bières. L'homme est aux anges. Il prend et boit la 1ère bière et quand il veut ouvrir la 2ème bière, le décapsuleur tombe sous la table. Quand il s'abaisse pour le ramasser, il constate que le fameux voisin n'a porté ni pantalon, ni caleçon. Voilà qu'il se rend compte que c'est un fou. Il se relève et le fou sourit en lui disant : façon qu'ils vont te frapper aujourd'hui là tu vas voir.

**Photo du jour**

Légendez et commentez la photo ci-dessus

**Les bons plans et les bonnes adresses****COURRIER EXPRESS**

DHL (Qtier Nyékonakpoè, 15 78 ; Bd du 13 Janvier, Galerie Tountouli) Tél: 22 21 68 51  
 EMS TOGO (Tél: 22 26 70 51)  
 FEDEX (276; Bd du 13 Janvier, immeuble FIATA; 1e étage) Tél: 22 21 24 96  
 TOP CHRONO (Assiganto; Av Sylvanus Olympio) Tél: 22 21 73 68  
 SDV EXPRESS (Rue du commerce) Tél: 22 22 41 26

**OPERATEURS TELEPHONIQUES**

MOOV :Tél. 22 20 13 20  
 TOGO CELLULAIRE : Tél. 22 22 66 11  
 TOGO TELECOM : Tél. 22 21 47 14

**SANTE GENERALISTES**

DR CORINNE JOULIN-KARKA ; Tél: 22 23 46 77  
 CLINIQUE BIASA; Tél: 22 21 11 37  
 CLINIQUE SAINT-RAPHAËL; Tél: 22 25 92 77  
 CHU TOKOIN; Tél: 22 21 25 01  
 CHU CAMPUS; Tél: 22 25 47 39 / 22 25 77 68  
 HORLOGE PARLANTE; Tél: 116  
 CLINIQUE UNIDIAL spécialisée en Hemodialyse / Tokoin habitat  
 Rue des filaos; Tel 23 36 01 00 / 90 39 45 72

**OU MANGER ET DORMIR A LOME?**

HOTEL RESIDENCE « LES ANGES » Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
 HÔTEL BALKAN (Qtier Hédranawé) ; Tél : 22 61 30 63  
 LE MERLOT (Qtier Kassablanca) Tél : 93 05 11 11

**MUSCULATION ET MASSAGE**

Le NAUTILUS-FITNESS: HOTEL RESIDENCE « LES ANGES» Tél : 22 26 34 71 / 90 17 03 30  
 AFT (Africa Fitness Time) Qt: Décon. Tél: 97 99 79 19  
 BODYBUILDING-CLUB (Rue des hydrocarbures) ; Tél: 90 24 10 72  
 GYM CENTER (Qtier Nyékonakpoè, Avenue Joseph Strauss) ; Tél: 90 04 76 60  
 GYM FIL«O»PARC (Agoè Nyivé) ; Tél: 22 35 18 28  
 GYM GHIS PALACE (Qtier Baguida) ; Tél: 22 71 49 70

**AGENCE DE COMMUNICATION**

AG Partners: Sise à Cassablanca  
 www.couleurafrique.com

**Larry Event Day (LED)**

Une agence événementielle, Organisation d'évènement privé et professionnel  
 Communication, Location d'espaces  
 Conseils, Wedding Planner et Décoration  
 Tél/ 22 21 87 80 / Cel: 98 77 40 54  
 Avenue François Mitterrand rue des Cocotiers

**SUPERS MARCHES A LOME**

CONCORDE (Atikoumé; juste à côté de l'UTB  
 RAMCO (Qtier Assivito, Av de la Nouvelle Marche)  
 LE CHAMPION SUPER MARCHÉ (Boulevard du 13 Janvier); Tél: 22 22 74 43

**FRUITS ET LEGUMES**

MARCHE ABATTOIR (Juste en face du Super Marche Le Champion)  
 MARCHE DE GOYI SCORE (Juste en face du Super Marche RAMCO)  
 PANIER BIO CENTRE MYTRO NUGNA (Qtier Adidogomé, carrefour des Franciscains), Tél: 91 81 25 38

**DANSE ET COURS DE ZUMBA**

AFT : Quartier: Décon. Tél: 97 99 79 19  
 COURS DE CAPOEIRA; Salle GYM TONIC. Tél: 90 79 79 90  
 COURS DE ZUMBA : HOTEL RESIDENCE «LES ANGES»; Qtier : Foréver ; Tél : 90 17 03 30  
 COURS DE ZOOMBA (VITAL CLUB, Nana BLAKIME) ; Tél 90 30 38 75  
 CIE CADAM (Danse traditionnelle africaine) ; Tél : 90 15 39 87  
 SALSA (Club Salsa 7- Henry Motra) ; Tél : 91 70 61 86

**AVIATION**

AERO-CLUB DU GOLFE (Route de l'aéroport)  
 Tél: 22 40 04 99

**Pharmacies de garde de Lomé du 8 au 15 / 04 / 2019**

JEANNE D'ARC PRÈS DE MAROX 22 22 08 01  
 SANTE PRÈS DE NOPATO 70 44 91 37  
 HANOUCOPE AV. N.MARCHE 22 21 01 15  
 ECLAIR BÈ AHLIGO 22 22 75 11  
 PORT FACE SAKAWA 22 27 61 88  
 ESPERANCE NYÉKONAKPOÉ 22 21 01 28  
 ST KISITO BD. DE LA KARA 22 21 99 63  
 GBOSSIME GBOSSIMÉ 22 22 50 50  
 HÔPITAL FACE CHU-TOKOIN 22 20 08 08  
 N.D. DE LA TRINITE 22 21 27 80  
 LE JOURDAIN TOKOIN 22 61 56 14  
 UNIVERS - SANTE CITÉ OUA 22 61 81 43  
 AEROPORT AEROPORT 22 26 21 22  
 LILAS 7, ROUTE DE KÉGUÉ 22 26 29 59  
 INTERNATIONALE BD HAHO 22 26 89 94  
 RAUDHA HEDZRWANOWE 91 61 33 32  
 MISERICORDE BE-KPOTA 23 38 47 62  
 LE PROGRES CIMTOGO 22 35 86 55  
 BESDA ADIDOGOMÉ 22 51 05 29  
 EPIPHANIA ADIDOGOME 70 40 10 52  
 VIGUEUR AGBALEPEDOGAN 22 51 63 30  
 ST JOSEPH KLIKAME 22 25 74 65  
 LE GALIEN ADIDOADIN 22 51 71 71  
 DU POINT E DJIDJOLÉ 22 51 91 71  
 MAINA CARREFOUR Y 70 43 65 34  
 DIEUDONNE LLEO 2000 70 44 84 59  
 EL-SHAMMAH AMADAHOMÉ 70 43 25 85  
 LA GRÂCE SUN AGIP AGOÈ 22 25 91 65  
 ESPACE VIE AGOE LOGOPÉ 99 85 89 07  
 VITAS AGOÈ ASSIYÉYÉ 22 25 63 43  
 MAWUNYO SOGBOSSITO 70 42 34 64  
 TAKOE ZONGO 22 34 03 42  
 HYGEA BAGUIDA 99 27 36 36  
 LE DESTIN BAGUIDA 70 41 15 41

**Quelques ambassades et consulats**

- Ambassade des Etats-Unis; Tél: 22 61 54 70
- Ambassade d'Allemagne; Tél: 22 23 32 32
- Ambassade de France; Tél: 22 23 46 40
- Ghana Embassy; Tél: 22 21 31 94
- Ambassade d'Egypte; Tél: 22 21 24 43
- Ambassade du Niger; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade de Chine; Tél: 22 22 38 56
- Union Européenne; Tél: 22 53 60 00
- Consulat de Belgique; Tél: 22 21 03 23
- Consulat de France; Tél: 22 23 46 40
- Consulat de Suisse; Tél: 22 20 50 60
- Consulat de Canada; Tél: 22 51 87 30
- Ambassade du Nigéria; Tél: 22 21 60 25
- Ambassade du Gabon; Tél: 22 26 75 63
- Ambassade du Brésil; Tél: 22 61 56 58
- Consulat de Sénégal; Tél: 22 22 98 35
- Consulat du Burkina Faso. Tel: 22 26 66 00
- Consulat du Niger; Tél: 22 22 43 31
- Consulat du Bénin; Tél: 22 20 98 80
- Ordre de Malte; Tél: 22 21 58 11
- RDC; Tél: 90 08 38 53

## Toofan

## De Lomé aux Antilles, « Ou lé »

Les fils du pays, « Toofan » ne comptent pas s'arrêter de faire parler d'eux. Pour eux le succès a du prix, et il faut le payer. Cette fois-ci, les 228 raisons sont là pour aimer le terrible duo de l'Afrique de l'Ouest. Ce n'est pas tous les jours, qu'on fait un featuring avec le groupe de zouk « Kassav' des Antilles. Le 5 avril dernier, le duo « Toofan » a fait sortir une « bombe » avec Jacob Desvarieux qui cartonne sur YouTube et les plateformes destinées à la musique.

En décembre 2018, le groupe « Toofan » a sorti un morceau dansant intitulé « Gbessi Gbeko » qui a été longuement diffusé sur la chaîne internationale « Trace Africa ». Il a fallu juste quatre mois pour que le duo togolais mette en place un nouveau projet. Ce projet musical baptisé « Ou lé » est une collaboration entre le groupe « Toofan » et Jacob Desvarieux, membre du

groupe musical originaire des Antilles « Kassav' ». Le hit « Ou lé » est une vieille chanson dans la discographie des « Kassav' ». Aujourd'hui, ce morceau revisité au style « Toofan » donne quasiment un résultat fabuleux. La jeune génération va ainsi à la rencontre de ce groupe antillais « Kassav' » qui a connu autrefois un succès planétaire. Le « Ou lé » signé Toofan & Jacob Desvarieux est un

morceau plutôt dansant à l'afro-urbain. Jacob Desvarieux est un chanteur, musicien, arrangeur et producteur français originaire de la Guadeloupe. Il est membre du groupe « Kassav' », mais il a réalisé des chansons en solo à l'instar de « Banzawa », « Yélélé », « Oh Madiana » entre autres. Il est également co-fondateur du groupe de Zouk « Kassav' ». Par ailleurs, la primauté a



Toofan &amp; Jacob Desvarieux

été laissée aux abonnés de YouTube d'apprécier la nouvelle version « Ou lé », le jeudi 4 avril 2019. Le tandem togolais international « Toofan » est attendu le 11 mai

prochain à Paris pour un show inédit avec le groupe « Kassav' » à l'occasion de la célébration du 40ème anniversaire de ce dernier.

Nadia Edodji

## Humour

## La saison 2 des « Assises du Stand Up »

Après une première édition bien réussie, la structure Reiyel Com & Events donne rendez-vous au public togolais à Canal Olympia « Midè » de Blue zone Cacavéli, le 13 avril prochain pour la deuxième saison des « Assises du Stand Up ». Cet acte 2 est placé sous le thème : « Les femmes prennent le pouvoir ».

Soutenues par l'Agence Reiyel Com & Event, les « Assises du Stand Up » est un concept d'humour et d'échanges avec le public sur les thématiques liées à l'actualité. Cette deuxième édition va réunir les amoureux du spectacle autour de la problématique actuelle liée à l'émancipation de la femme et la promotion du genre. « Cette édition des assises du Stand up permettra

au public de passer un moment agréable et d'être entretenu sur la promotion du genre. Nous allons soulever les avantages et les inconvénients de l'égalité entre homme et femme », a expliqué le professeur Abawoé.

La présente édition mettra sur scène des artistes togolais dans quatre disciplines notamment le professeur Abawoé pour l'humour,

le musicien Eustache Kamouna pour le conte, Wapondi pour le slam et la chanteuse K'Roll pour l'acoustique.

La première édition des « Assises du Stand Up » intitulée « Le Togolais n'est pas laid » s'est tenue, le 7 avril 2018 à l'Institut français du Togo (IFT). Des talentueux de l'art oratoire à l'instar du conteur Sanvee Alouwassio, du slameur parolier Kaporal Wisdom



Professeur Abawoé

et l'artiste musicienne R-Queeney, ont partagé la scène avec le professeur Abawoé. Par ailleurs, les

promoteurs comptent transformer l'évènement en festival à l'avenir.

N.E.

## Lire

« L'éternel mari » de Fiodor Dostoïevski. Ed Beq, la collection À tous les vents. Pp 30-32

« ...Cette fois, en effet, à la cinquième rencontre, qui avait eu lieu ce jour-là et qui avait mis Veltchaninov hors de lui, l'éléphant n'était guère qu'une mouche. L'homme avait passé, mais, cette fois, n'avait pas dévisagé Veltchaninov, n'avait pas fait mine de le connaître : il marchait les yeux baissés, et semblait très désireux de

n'être pas remarqué. Veltchaninov s'était dirigé vers lui, et lui avait crié à pleine voix : Dites donc, l'homme qui crêpe ! Vous vous sauvez, à présent ! Arrêtez donc ! Qui êtes-vous ? La question, et toute cette interpellation, n'avait aucune espèce de sens. Mais Veltchaninov ne s'en aperçut qu'après avoir crié. L'homme ainsi interpellé s'était retourné, s'était arrêté un instant, avait paru hésiter, avait souri, avait paru vouloir dire ou faire quelque chose, était resté extrêmement indécis, puis s'était

brusquement éloigné sans regarder derrière lui. Veltchaninov le suivait de l'œil, tout stupéfait. Serait-ce moi qui le poursuis, songea-t-il, et non pas lui ?... Quand il eut achevé de dîner, Veltchaninov courut à la maison de campagne du tchinovnik. Il n'était pas chez lui : on lui répondit qu'il n'était pas rentré depuis le matin, qu'il ne rentrerait sans doute pas avant trois ou quatre heures de la nuit, parce qu'il était en ville, chez son neveu. Veltchaninov s'en trouva « offensé » au point que son premier mouvement fut d'aller chez le

neveu. Mais en route il réfléchit que cela le mènerait loin, quitta son fiacre à mi-chemin et se dirigea en flânant vers sa maison, proche du Grand Théâtre. Il sentait qu'il avait besoin de marcher. Il lui fallait une bonne nuit de sommeil pour calmer l'ébranlement de ses nerfs, et, pour dormir, il lui fallait de la fatigue. Il ne se trouva donc chez lui qu'à dix heures et demie, car la distance était grande, et il rentra éreinté. Le logement que Veltchaninov avait loué au mois de mars après s'être donné tant de mal pour le trouver, - s'excusant, par la suite,

de ce qu'il était en camp volant, et n'habitait que momentanément Pétersbourg... à cause de ce maudit procès », - cet appartement était loin d'être aussi inconfortable, aussi peu convenable que lui-même se plaisait à le dire. L'entrée, il faut le reconnaître, était un peu sombre, malpropre même. Il n'y en avait pas d'autre, d'ailleurs, que la porte cochère. Mais l'appartement, situé au deuxième étage, était composé de deux pièces très claires, très hautes, et séparées par une antichambre à demi obscure... »

Affaire Claude Le Roy

## Triste que les fils d'une même nation se tiraillent pour un sélectionneur en échec

Depuis l'élimination des Éperviers du Togo, la situation du sélectionneur national est au centre de toutes les discussions. Beaucoup s'attendaient à ce que le technicien français indique qu'il arrête, histoire de respecter ses propres affirmations suite à la défaite du Togo contre l'Algérie le 24 novembre 2018 à Lomé (1-4). Face à la réticence, le Mouvement Martin Luther King (MMLK) a organisé un sit-in pour réclamer le départ du "sorcier blanc". Contre toute attente, le sit-in, d'ailleurs autorisé, n'a pas dû aux interventions des forces de l'ordre. Pourquoi disperser un sit-in autorisé par le ministère? S'agit-il d'un simple zèle de la part des "corps habillés"? Autant de questions qui restent ouvertes.

Apparemment il aurait changé d'avis dans l'intervalle, puisque dans une autre déclaration récente, il indique que le mot « démission » ne faisait pas partie de son vocabulaire. Ainsi, face à toutes ces supputations et faute de réaction de la part des autorités sportives, le MMLK a voulu à travers la manifestation du samedi 6 avril 2019, mettre la pression sur les décideurs afin qu'ils prennent leur responsabilité pour exiger le départ « pur » et « simple » du sélectionneur national. Le sit-in n'est pas allé à son terme. Les agents de la police et de la gendarmerie déployés massivement dans les périmètres du stade municipal, le lieu du sit-in, ont fait usage des gaz pour disperser les Togolais mobilisés pour exiger le départ du technicien français. Ce sit-in a sa raison d'être selon les organisateurs. « Après 3 ans à la tête des Éperviers du Togo, Claude Le Roy a excellé dans la médiocrité avec un bilan catastrophique.



Le sélectionneur Claude Le Roy

Ayant endeuillé et plongé le football togolais dans le gouffre sans victoire éclatante des Éperviers lors de leurs rencontres en 36 mois, Claude Leroy n'a aucune raison de vouloir se faire reconduire où se maintenir comme sélectionneur du Togo », avait soutenu en début de semaine passée, pasteur Komi Edoh, président du mouvement. Marche interdite avant d'être

transformée en sit-in accepté par le ministère de l'Administration territoriale de la Décentralisation et des Collectivités locales par une lettre adressée aux organisateurs, le public sportif n'a pas pu manifester leur mécontentement.

A en croire Komi Edoh, « D'autres mouvements et actions sont prévus dans les prochains jours ». Ce

serait triste d'assister au Togo un bras de fer entre les forces de l'ordre togolaises et le public sportif togolais soucieux de voir le football togolais prospérer. Il serait regrettable de voir les fils d'une même nation, se tirailler pour un technicien blanc dont les performances ne méritent pas de tels traitements de faveur.

**Attipoe Edem Kodjo**

## Dernière journée D2 football Togo Ifodjè monte en championnat d'élite, SNPT reléguée

Démarrée le 30 septembre 2018, la saison 2018-2019 du championnat national de football de deuxième division du Togo, s'est achevée le samedi 06 avril 2019 avec la montée en première division du club Ifodjè d'Atakpamé, tandis que les clubs Okiti FC de Badou et la SNPT sont relégués en division inférieure.



Rencontre entre Ifodjè et Kotoko

Ifodjè 0-3 Kotoko FC: le leader Ifodjè déjà sacré champion avant terme, termine mal sa saison par une défaite 3 buts à 0 face aux Porcs-Epics de Lavié Kotoko FC qui se positionnent au finish au

pied du podium (4ème). Asfosa 2-1 Agaza: c'est fait, les dirigeants du club Asfosa de Lomé peuvent pousser un ouf de soulagement. Le club de la forêt sacrée est maintenu en deuxième

division après une saison très tumultueuse. Auteur d'une belle victoire face à Agaza de Lomé 2-1, les poulains du président Amouzou Têtê sauvent ainsi leur saison. Espoir FC 1-0 Okiti FC :

le club du Zio Espoir FC domine Okiti FC de Badou sur un score étriqué d'1 but à 0 et sauve ainsi sa saison. Condamné à l'exploit pour sauver sa saison, le club de Badou s'incline finalement et occupe le 9ème rang, synonyme de relégation. Étoile filante 1-1 Entente II : déjà assurés de leur maintien, les deux clubs de la capitale l'Étoile Filante et Entente2 se séparent sur un score nul d'1 but partout. Classées respectivement 2ème et 3ème, les deux formations terminent ainsi la saison sur podium mais sont condamnées à rejouer la D2 la saison prochaine.

SNPT FC 0-3 Arabia FC : le club Arabia gagne la SNPT sur tapis vert et sauve ainsi sa saison. Déjà condamné à la relégation, le club SNPT

a tout simplement décidé de ne pas jouer la dernière journée et donne les trois points au club de Tabligbo qui se maintient en D2 la saison prochaine avec une 7ème place au classement général.

Au classement, Ifodjè est premier avec trente-huit points, suivi de l'Étoile filante avec sept points en moins que ceux du leader. Arabia de Tabligbo, septième, dépasse de deux points, l'Association sportive de la forêt sacrée (Asfosa), huitième au classement. Au bas du tableau, les hommes de Badou (Okiti) sont avant-derniers (19ème), avec 19 points. Les Phosphatiers (SNPT) ferment la marche (20ème) avec six minuscules points.

**Attipoe Edem Kodjo**  
Source: togofoot.info



## Priorité, planification et performance

# Les orientations de Tony Blair pour la réussite du PND

**L'ancien Premier ministre de la Grande Bretagne était en fin de semaine dernière à Lomé dans le cadre de son assistance à la présidence togolaise dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques de développement. Lors d'un échange avec des officiels togolais, il a donné des orientations pour la réussite du processus de développement en cours.**



Tony Blair

Fort de ses nombreuses années d'expériences tant à la tête de son pays qu'à travers sa fondation, l'ancien dirigeant britannique assiste les gouvernements dans l'orientation de leurs politiques de développements.

Le Togo qui vise une transformation profonde de son économie et l'amélioration sensible et rapide des conditions de vie de ses populations ne peut pas faire économie d'une telle assistance.

En effet, à l'étape actuelle de son histoire et face à la forte demande sociale, les plus hautes autorités du pays avec en tête le président de la République Faure Gnassingbé ont compris qu'il faut mettre en synergie toutes les compétences tant internes qu'externes en faveur de l'émergence du pays dans les toutes

prochaines années. Monsieur Blair est d'ailleurs convaincu que le Togo est sur la bonne voie. Pour lui, le Plan national de développement (PND) pourra aider le Togo à atteindre cet objectif. Mais il va falloir peut-être que les acteurs sur le terrain, en commençant par les autorités décisionnelles, améliorent leurs méthodes de travail.

Tony Blair ayant à ses côtés le Premier ministre Komi Selom Klassou, s'est adressé à certains d'entre eux il y a quelques jours. Il a confié que la réussite du plan ambitieux dont vient de se doter le pays réside dans la mise en pratique de trois principes importants :

priorité, planification et performance. Ces mots ne sont peut-être pas nouveaux pour les administrateurs chevronnés dont dispose le Togo, mais il conviendra de les analyser à fond pour voir s'il n'y a pas des réglages à faire.

Comme le leur a expliqué l'ancien Premier ministre : « il est absolument indispensable de prioriser. On ne peut pas tout faire en même temps. La planification est très importante pour atteindre les objectifs assignés. Enfin, il faut une certaine vision, mais rapidement passer à la réalité ». Les clés pour la réussite du PND selon Tony Blair sont désormais connues.

**Edem D.**

## Energie et climat des affaires

# La CEET sensibilise sa clientèle institutionnelle

**Dans le souci permanent d'améliorer la qualité des services et produits octroyés à ses clients institutionnels, la Communauté d'énergie électrique du Togo (CEET), a organisé une rencontre d'échanges à leur endroit le vendredi dernier à Lomé.**

La clientèle institutionnelle est encore celle industrielle ou les grands comptes, différente de la clientèle domestique. Ces clients sont très importants pour la CEET. Selon le directeur général Mawousi Kakati, ce type de clientèle a une grande part dans la consommation globale et par conséquent sur le chiffre d'affaires de la société.

Aussi, la clientèle institutionnelle joue un grand rôle dans l'économie du pays. C'est pourquoi la CEET développe des offres attractives envers elle. « Nous sommes soucieux de la qualité du service que nous leur offrons », a-t-il déclaré au micro des journalistes. Des investissements ont été faits dans ce sens. La société a fait des efforts pour réduire la fréquence des pannes et aussi garantir une reprise rapide en cas de pannes. L'objectif à terme est de parvenir à une fourniture

continue à 100%. Afin d'améliorer les services qu'elle délivre aux clients institutionnels, les autorités du secteur des énergies ont développé une stratégie nationale basée sur trois principaux critères : souveraineté énergétique, sécurité énergétique et service public.

La qualité des services énergétiques est étroitement liée au climat des affaires, notamment le processus Doing business. Le niveau de satisfaction des clients institutionnels qui sont dans le domaine des affaires, des entreprises, impacte fortement le classement du pays au niveau mondial. Selon le directeur des énergies et point focal Doing business, Abass Aboulaye, le processus prend en compte plusieurs paramètres.

Au niveau du secteur de l'électricité, trois paramètres essentiels se distinguent : l'obtention de la connexion (délai et



La table d'honneur avec au milieu, le DG de la CEET

coûts), accès à une source fiable (qualité du service), tarifs (élevés, moyens, bas ?). Le point focal a rappelé qu'en 2018 la CEET a effectué une réduction de 30% sur les coûts de raccordement moyenne tension. Il est prévu une réduction de 50% en 2019. De plus, pour les raccordements moyenne tension, les clients ont la possibilité de payer sur une période de 6 mois. Ainsi satisfaits, les clients institutionnels ont la possibilité de contribuer à un bon classement du Togo dans le rapport

Doing business. Outre les avantages qui leur ont été proposés, la CEET a aussi profité de cette rencontre pour les sensibiliser sur les indicateurs qui sont pris en compte par le processus : il s'agit du nombre moyen de coupures de service par client et par an, la durée moyenne de coupures par client et par an et la durée de coupure moyenne d'un client.

Sur ce plan aussi, la CEET a fait des progrès sensibles. De 89h en 2017, la société est parvenue à 81h de coupure globale en 2018

chez les clients moyenne tension. De 39 fois en 2017, l'on est passé à 36 fois par client en 2018. Il est aussi possible désormais de télécharger les fiches de demande moyenne tension sur le site internet de la CEET.

Toutes ces améliorations et les actions entreprises pour régulièrement moderniser et entretenir le réseau électrique ont été exposées à la clientèle institutionnelle présente vendredi dernier à l'hôtel Sarakawa.

**Edem Dadzie**

# RIDUTO®

RIZ DU TOGO

1kg,

5 kg,

25 kg,

50 kg



*Le choix de la qualité et du bon goût*

05 BP 328 Lomé - Togo / Tél +228 99 03 74 63 - Email : [info.riztogo@gmail.com](mailto:info.riztogo@gmail.com)

RIDUTO & RIDUTO RICÉ sont des marques déposées